

(1) [◆*NOM*]

- et -

(2) [◆*NOM DU PRESTATAIRE DE SERVICES*]

CONTRAT DE [◆*PRODUIT*] EN TANT QUE SERVICE

Ce modèle de contrat a pour objet la fourniture de services efficaces en énergie (tels que le refroidissement, le chauffage, l'éclairage,...) par le Prestataire de Services à des Clients professionnels ainsi que d'équipements nécessaires à cet effet, sans aucun transfert de propriété. Il prévoit un ensemble équilibré de droits et d'obligations pour le Prestataire de Services et le Client, le Prestataire de Services garantissant une prestation de service déterminée pendant toute la durée du Contrat, y compris l'installation, la maintenance et la réparation moyennant des frais périodiques fixes. Ce modèle et au moins les mentions entre [crochets] sont à adapter en fonction de chaque situation spécifique, des conseils personnalisés pour ce faire étant indiqués. Nous déclinons toute responsabilité pour usage du modèle.



Ce modèle de contrat standard [produit] en tant que service est un livrable du projet "Efficiency-as-a-service project" est d'accélérer l'adoption de technologies efficaces en énergie au sein de PME via la servicisation. Pour plus d'information sur le projet, veuillez visiter [EaaS - Efficiency as a Service \(eas-initiative.org\)](http://EaaS - Efficiency as a Service (eas-initiative.org))

Ce projet a reçu un financement du programme de recherche et d'innovation Horizon 2020 de l'Union européenne dans le cadre de l'accord de subvention No 892499.

CONTENU

1.	DÉFINITIONS.....	1
2.	DROITS ET OBLIGATIONS DU PRESTATAIRE DE SERVICES.....	5
3.	DROITS ET OBLIGATIONS DU CLIENT	7
4.	RÉMUNÉRATION.....	8
5.	LOCAUX ET ÉQUIPEMENT	9
6.	DURÉE	11
7.	DÉFAILLANCES DU SERVICE ET REMÈDES.....	11
8.	SUSPENSION	12
9.	RÉSILIATION.....	12
10.	RESPONSABILITÉ	14
11.	ASSURANCE.....	15
12.	CONFIDENTIALITÉ.....	15
13.	DONNÉES DU CLIENT	16
14.	AVIS	17
15.	TRANSFERT.....	18
16.	MODIFICATION	18
17.	INTÉGRALITÉ DU CONTRAT.....	18
18.	SÉPARABILITÉ	18
19.	DROIT APPLICABLE	19
20.	RÈGLEMENT DE LITIGES.....	19
	ANNEXE 1: TERM SHEET	20
	ANNEXE 2: EXIGENCES DE NIVEAU DE SERVICE	21
	ANNEXE 3: REDEVANCES.....	22
	ANNEXE 4: POLITIQUES DU CLIENT	26
	ANNEXE 5: PROTECTION DES DONNEES	27

LE PRÉSENT CONTRAT est conclu le [◆*date*]

ENTRE:

1. [◆*NOM DU CLIENT*], une société constituée et enregistrée à [◆], dont le siège social est situé à [◆], enregistrée dans la Banque-Carrefour des Entreprises sous le numéro [◆] ("**Client**"); et
2. [◆*NOM DU PRESTATAIRE DE SERVICES*], une société constituée et enregistrée à [◆], dont le siège social est situé à [◆], enregistrée dans la Banque-Carrefour des Entreprises sous le numéro [◆] ("**Prestataire de services**");

individuellement dénommées "**Partie**", et collectivement dénommées "**Parties**".

ATTENDU QUE:

- A. le Client cherche à utiliser des équipements [◆] efficaces sur la base d'un modèle de servitisation;
- B. le Prestataire de services est capable et désireux de fournir de tels services, sans transférer le titre de propriété de l'équipement utilisé à cette fin, en échange d'une redevance de service;
- C. le Client et le Prestataire de services conviennent de la prestation et de l'utilisation de ces services selon les termes et conditions énoncés dans ce Contrat;

IL EST CONVENU:

1. DÉFINITIONS

- 1.1 Dans le présent Contrat, les termes en majuscules ont le sens qui leur est donné dans la présente clause 1 et tel qu'autrement déterminé dans ce Contrat:

"**Affilié du client**" désigne les sociétés affiliées du Client. Par affilié, on entend, en ce qui concerne le Client, toute société qui lui est liée au sens de l'article 1:20 du Code des sociétés et toute société associée au sens de l'article 1:21 du Code des sociétés

"**Année du contrat**" désigne chaque période de douze (12) mois commençant à la Date d'entrée en vigueur et à chaque anniversaire ultérieur de celle-ci pendant la Durée du Contrat;

"**Annexe**" désigne une annexe du Contrat intitulée comme telle, faisant partie intégrante du Contrat;

"**Cas de Force Majeure**" désigne tout événement de force majeure, c'est-à-dire une grève, une pandémie, un lock-out ou un conflit du travail (à l'exclusion, dans tous les cas, des employés du Prestataire de services ou de ses Sous-traitants ou fournisseurs, à moins qu'il ne s'agisse d'une grève générale au niveau national ou régional), un cas de force majeure, une guerre, un incendie, une inondation, une rébellion civile ou un acte de terrorisme, dans chaque cas, qui échappe au contrôle de la Partie affectée et qui n'est pas susceptible d'être planifié ou évité par des personnes ou entités raisonnablement prudentes fournissant ou exploitant une activité similaire en termes d'échelle et de portée à la Partie affectée. Afin d'éviter tout doute, la simple pénurie de matériaux, d'équipements, de main-d'œuvre ou de fournitures ne constitue pas un cas de force majeure;

"Contrat" désigne le présent contrat, y compris les considérants, les Annexes et les Appendices joints;

"Contrat de sous-traitance" désigne tout contrat entre le Prestataire de services et un Tiers, par lequel ce Tiers accepte de fournir les Services ou toute partie de ceux-ci pour le compte du Prestataire de services;

"Coupure non planifiée" désigne une période pendant laquelle un Service ou un de ses composants est indisponible pour des raisons non convenues à l'avance;

"Coupure planifiée" désigne une période pendant laquelle un Service ou un de ses composants est indisponible pour des raisons convenues à l'avance;

"Date de fourniture" désigne la date à laquelle le Prestataire de Services commencera à fournir les Services, comme spécifié dans le Term Sheet (Annexe 1);

"Date d'entrée en vigueur" désigne la procédure définie à la clause 20 pour le règlement des différends entre les Parties;

"Date de résiliation" désigne la date effective de résiliation du Contrat;

"Destinataire" désigne la Partie qui reçoit ou obtient des Informations confidentielles directement ou indirectement;

"Dommages-intérêts liquidés correspondant aux exigences de niveau de service" désigne l'indemnisation, fondée sur une estimation réaliste et mutuellement acceptée du dommage réel lié à la non-conformité, due par le Prestataire de services s'il ne respecte pas certaines exigences de niveau de service, comme le prévoit la section 4 de l'Annexe 3;

"Données du client" désigne l'ensemble des données, des informations, des textes, des dessins, des statistiques, des analyses et des autres éléments incorporés sous quelque forme que ce soit concernant le Client ou tout Affilié du client (et/ou leurs clients respectifs) et qui peuvent être fournis par le Prestataire de services, le Client ou tout Affilié du client et/ou que le Prestataire de services (et/ou tout Sous-traitant) génère, collecte, traite, stocke ou transmet dans le cadre du Contrat;

"Droits de propriété intellectuelle" ou "DPI" désigne:

- a) tout droit de propriété intellectuelle, y compris, sans s'y limiter, les droits d'auteur, les droits voisins, les droits sur les logiciels, les brevets, les marques, les droits sur les dessins et modèles, les droits sur les bases de données, les droits sur les variétés végétales, les indications géographiques (d'origine), les droits sur la topographie des semi-conducteurs et les secrets commerciaux;
- b) tous les enregistrements ou demandes d'enregistrement et le droit de demander l'enregistrement de l'un de ces droits; et
- c) tous les autres droits de propriété intellectuelle et les formes de protection équivalentes ou similaires partout dans le monde;

"Durée" désigne la période de durée prévue et de validité du Contrat. Cette durée peut être, à un moment donné, soit la Période initiale, soit une Période de prolongation;

"Efforts commercialement raisonnables" signifie que la Partie tenue de s'exécuter doit prendre toutes les mesures et s'exécuter de la même manière que si elle agissait de manière déterminée, prudente et raisonnable afin d'atteindre le résultat souhaité et d'exécuter les obligations énoncées dans le présent Contrat;

"Équipement" désigne toute infrastructure, tout matériel, tout logiciel, tout actif, tout équipement ou tout autre bien appartenant à ou contrôlé et exploité par une Partie;

"Équipement du client" désigne de l'Équipement propriété du ou contrôlés et exploités par le Client;

"Équipement du prestataire de services" désigne tout Équipement fourni par le Prestataire de services au Client dans le cadre de la fourniture des services;

"Exigences de niveau de service" désigne les niveaux de service à atteindre ou à dépasser dans le cadre de la fourniture des Services, tels qu'ils sont définis dans le Contrat;

"Fourniture contractuelle" désigne la capacité de fourniture indiquée dans le Term Sheet (Annexe 1) que le Client a demandé, et que le Prestataire de services a accepté de fournir lorsque le Client demande cette capacité à un moment donné;

"Frais de capacité" désigne la redevance (le cas échéant) prévue à la section 2 de l'Annexe 3;

"Frais de déficit" désigne les redevances (le cas échéant) prévues à la section 2 de l'Annexe 3;

"Frais de dépassement de capacité" désigne la redevance (le cas échéant) prévue à la section 3 de l'Annexe 3;

"Frais d'utilisation" désigne les redevances prévues à la section 2 de l'Annexe 3;

"Heures ouvrables" désigne les heures entre 8h00 et 18h00 un Jour ouvrable (dans le fuseau horaire local de la ville dans laquelle le Client ou l'Affilié du client recevant les Services est établi);

"Incident" désigne tout événement qui ne fait pas partie du fonctionnement normal d'un Service et qui cause ou peut causer une interruption ou une réduction de la qualité de ce Service;

"Information confidentielles" désigne:

- a) toutes les informations divulguées par une Partie à l'autre, que ce soit avant ou après la Date d'entrée en vigueur, qui sont désignées par écrit comme confidentielles ou qui sembleraient confidentielles à une personne raisonnable et qui concernent les activités d'une Partie, y compris ses produits, ses opérations, ses processus, ses plans ou intentions, ses développements, ses secrets commerciaux, son savoir-faire, ses droits de conception, ses opportunités de marché, son personnel, ses fournisseurs et ses clients ;
- b) toutes les Données du Client;
- c) toute information dérivée de l'un des éléments ci-dessus; et
- d) les dispositions du Contrat et les négociations y afférentes;

"Jour ouvrable" désigne un jour (autre qu'un samedi ou un dimanche) où les banques sont habituellement ouvertes dans la ville où le Client ou l'Affilié du client qui reçoit les Services est établi;

"Litige" désigne tout litige, différend ou question d'interprétation découlant du présent Contrat, ou en rapport avec celui-ci, y compris tout litige concernant les négociations précontractuelles, l'existence, la validité ou la résiliation ou les conséquences de l'inexistence ou de l'invalidité (qu'elles soient contractuelles ou non contractuelles), tout litige, différend ou

question d'interprétation concernant les Services ou toute question pour laquelle ce Contrat demande aux Parties de résoudre un problème par référence à la Procédure de règlement des litiges;

"Locaux du client" désigne les locaux propriété du ou contrôlés ou occupés par le Client ou un Affilié du client, qui sont mis à la disposition du Prestataire de services ou de ses Sous-traitants, employés ou agents pour la fourniture des Services (ou de l'un d'entre eux) selon les conditions définies dans le Contrat;

"Loi" signifie toute loi, statut, règlement, ordonnance, politique réglementaire (y compris toute exigence ou avis de tout organisme de réglementation), orientation ou code de pratique de l'industrie, règle de justice ou directives, législation déléguée ou subordonnée en vigueur à un moment donné;

"Objectif déclaré" signifie l'objectif spécifié dans le Term Sheet (Annexe 1);

"Outil de mesure" désigne un outil utilisé pour mesurer les équipements, les réseaux et les systèmes, par exemple la Disponibilité, la consommation d'électricité et l'utilisation;

"Partie divulgatrice" désigne la Partie qui divulgue ou met à disposition des Informations confidentielles directement ou indirectement, ou pour le compte de laquelle les Informations confidentielles sont divulguées;

"Période de prolongation" désigne une période de [◆] ([◆]) ans à compter du jour suivant l'expiration de la Période initiale ou de la précédente Période de prolongation (selon le cas) si le Client décide d'une telle prolongation conformément à la clause **Error! Reference source not found.** (*Durée*);

"Période initiale" désigne le terme défini à l'Annexe 1, à compter de la Date d'entrée en vigueur;

"Politiques du client" désigne l'ensemble des instructions, procédures, directives et politiques du Client, telles qu'incluses dans l'Annexe 4 du Contrat, et telles qu'elles peuvent être modifiées après la Date d'entrée en vigueur à condition que ces modifications aient été communiquées conformément à la clause 5.1.2;

"Procédure de règlement des litiges" désigne la procédure définie dans la clause 20 relative à la résolution des litiges entre les Parties;

"Redevances" désigne les redevances fixées et/ou calculées conformément à l'Annexe 3 (*Redevances*);

"Redevances payés et/ou payables par le client" désigne pour une Année contractuelle la somme des Redevances suivantes: (i) les Redevances déjà payées par le Client au cours de cette Année contractuelle au moment où l'événement se produit; (ii) les Redevances déjà facturées au cours de cette Année contractuelle, mais non payées par le Client au moment où l'événement se produit; et (iii) les Redevances courues au cours de cette Année contractuelle mais non encore facturées au moment où l'événement se produit;

"Services" désigne les Services et les résultats à fournir par le Prestataire de services dans le cadre du présent Contrat;

"Situation d'insolvabilité" signifie (i) qu'une Partie adopte une résolution en vue de sa liquidation ou de sa dissolution, qu'elle fait l'objet d'une ordonnance de liquidation ou qu'elle

est placée sous administration judiciaire; (ii) qu'un administrateur judiciaire ou un administrateur administratif est nommé ou qu'une charge prend possession de l'entreprise ou des actifs (ou d'une partie substantielle de ceux-ci) d'une Partie; et/ou (iii) qu'une Partie est incapable de payer ses dettes ou cesse, menace de cesser ses activités, prolonge ses demandes de suspension de paiement ou conclut un concordat avec tout ou partie de ses créanciers;

"Sous-traitant" désigne un sous-traitant du Prestataire de services engagé par le Prestataire de services dans le cadre d'un Contrat de sous-traitance;

"Term Sheet" désigne l'Annexe 1 spécifiant les détails des Services à fournir et/ou les conditions commerciales dans lesquelles les Services doivent être fournis en vertu du présent Contrat;

"Tiers" désigne toute personne ou entité qui n'est pas partie au Contrat;

"Tolérance d'erreur autorisée" signifie - le cas échéant - le taux de tolérance accepté pour un Outil de Mesure tel qu'il est alors défini dans le Term Sheet;

"Unité de ressources" a le sens qui lui est donné à l'Annexe 1(*Term Sheet*);

"Utilisation minimale de la capacité" signifie - si cela est rendu applicable dans le Term Sheet - la quantité minimale de la Fourniture contractuelle que le Client est tenu d'utiliser au cours de chaque mois de la Durée (au cours du premier mois dans lequel tombe la Date de Fourniture, calculée au prorata), laquelle quantité est alors indiquée dans le Term Sheet.

2. DROITS ET OBLIGATIONS DU PRESTATAIRE DE SERVICES

2.1 En général

2.1.1 Sauf accord contraire explicite, toutes les obligations du Prestataire de services en vertu du présent Contrat concernant le respect des Exigences de niveau de service sont considérées comme des obligations de résultat.

2.2 Travaux préparatoires

2.2.1 Le Prestataire de services est responsable, à ses propres frais, de la conception, de la fourniture, de la construction, de l'installation, des essais et de la mise en service de l'Équipement du Prestataire de services afin d'être en mesure de fournir les Services à la Date de fourniture.

2.2.2 Le Client fournira au Prestataire de services toutes les informations raisonnablement requises et demandées par le Prestataire de services en vue de la fourniture des Services. En outre, le Client aura effectué les travaux préparatoires tels qu'énumérés dans le Term Sheet avant la Date de fourniture.

2.2.3 Le Prestataire de services fournira au Client, avant la Date de fourniture, toutes les informations raisonnablement requises et demandées par le Client en relation avec la fourniture des Services.

2.3 Fourniture des Services

- 2.3.1 Le Prestataire de services fournira les Services au Client conformément (1) à toutes les conditions générales énoncées dans le présent Contrat, y compris les Exigences en matière de niveau de service; (2) aux bonnes pratiques et normes du secteur; (3) à toutes les Lois applicables; (4) à l'Objectif déclaré et (5) aux Politiques du client.
- 2.3.2 2.3.2 Le Prestataire de services s'acquittera de ses obligations avec diligence et minimisera à tout moment toute perturbation des Services et des opérations du Client lors de l'exécution de ses obligations en vertu du présent Contrat.
- 2.3.3 Le Prestataire de services fournira, installera, entretiendra et réparera à ses propres frais l'Équipement du prestataire de services conformément aux Exigences de niveau de service.
- 2.3.4 Le Prestataire de services est responsable et paie tous les coûts liés à la fourniture d'électricité nécessaire au fonctionnement de l'Équipement du fournisseur de services et à la fourniture des Services.

2.4 **Mesurage**

- 2.4.1 Le Prestataire mesurera, suivra, conservera les données de mesure, validera et fera un rapport sur l'utilisation des Unités de Ressource par le Client, en utilisant les Outils de Mesure, les processus et les procédures convenus (y compris mais non limité à la clause 13). Ces Outils de mesure, processus et procédures peuvent être mis à jour de temps à autre, sous réserve de l'approbation écrite préalable du Client.
- 2.4.2 Le Prestataire de services fournira au Client un rapport continu sur l'utilisation réelle des Unités de ressources pour chaque mois après la Date de fourniture.
- 2.4.3 Le Prestataire de services est responsable du contrôle de ses performances par rapport à toutes les Exigences de niveau de service et maintient des procédures techniques et organisationnelles adéquates et des outils raisonnables et vérifiables pour lui permettre de le faire.
- 2.4.4 Le Prestataire de services doit maintenir les Outils de mesure et s'assurer que les Outils de mesure sont exacts à tout moment.
- 2.4.5 La précision des Outils de mesure sera vérifiée de manière indépendante lors de leur installation et le Prestataire de services fera ensuite tester les Outils de mesure de manière indépendante de temps en temps conformément à la norme établie par le fabricant (pas plus de deux ans) pour s'assurer qu'ils fonctionnent correctement et fournira au Client une copie du rapport de test et des certificats d'étalonnage pertinents aux frais du Prestataire de services.
- 2.4.6 Le Client a le droit d'accéder à ces Outils de mesure et aux données produites. Le Client a le droit de mettre en œuvre et d'utiliser ses propres Outils de mesure comme moyen de vérifier les données d'utilisation des mesures.
- 2.4.7 Le Client peut à tout moment, par notification écrite au Prestataire de services, mais pas plus de deux fois par an, demander que la précision des Outils de mesure soit testée. Dès réception de la demande du Client, le Prestataire de services prend les dispositions nécessaires pour tester et calibrer les Outils de mesure. Les coûts des tests des Outils de mesure demandés par le Client sont à la

charge du Client, sauf si ces tests révèlent que les Outils de mesure sont inexacts (ou, le cas échéant, inexacts au-delà de la Tolérance d'erreur autorisée), auquel cas les coûts sont à la charge du Prestataire de services.

3. DROITS ET OBLIGATIONS DU CLIENT

3.1 Le Client doit:

- 3.1.1 effectuer tous les paiements dus en vertu du présent Contrat au plus tard à la date d'échéance;
- 3.1.2 utiliser l'Équipement du Prestataire de services comme suit :
 - 3.1.2.1 Le Client utilisera l'Équipement du Prestataire de services dans le seul but de recevoir et/ou d'utiliser les Services, et utilisera l'Équipement du Prestataire de services de manière efficace et en faisant preuve de tout soin et attention requis.
 - 3.1.2.2 Si le Client constate un défaut dans (une partie de) l'Équipement du Prestataire de services, le Client en informera le Prestataire de services dans le délai indiqué à l'Annexe 2, tout en prenant toutes les mesures raisonnables pour éviter toute détérioration du dommage. Après réception de cette notification, le Prestataire de services prendra les mesures nécessaires conformément à l'Annexe 2, afin de garantir que les Exigences de niveau de service soient respectées à tout moment.
 - 3.1.2.3 Le Client est responsable de tous les coûts et dépenses de réparation ou de remplacement pour corriger tout dommage à l'Équipement du Prestataire de services ou à toute partie de celui-ci (à l'exclusion de l'usure raisonnable) causé par le Client, son personnel, ses Sous-Traitants et/ou agents, suite à son manquement à ses obligations en vertu du présent Contrat.
- 3.1.3 s'abstenir d'apporter des modifications ou d'interférer avec l'Équipement du Prestataire de services, sauf avec le consentement écrit préalable du Prestataire de services ou sauf stipulation contraire dans le présent Contrat;
- 3.1.4 maintenir les Locaux du client en bon ordre et en bon état pour permettre la prestation des Services;
- 3.1.5 s'assurer à tout moment, si nécessaire, que les Locaux du client disposent de l'alimentation électrique nécessaire ou peuvent accueillir toute infrastructure de service public que le Prestataire de services doit installer pour faciliter l'alimentation en électricité de l'Équipement du prestataire de services;
- 3.1.6 s'assurer que, si les Locaux du client lui appartiennent mais sont occupés par une autre personne, cet occupant se conforme à toutes les dispositions applicables du présent Contrat;

- 3.1.7 s'assurer que si les Locaux du client sont occupés par lui mais appartiennent à une autre personne, que ce propriétaire se conforme à toutes les dispositions applicables du présent Contrat.

4. RÉMUNÉRATION

4.1 Redevances

- 4.1.1 En contrepartie de l'exécution en bonne et due forme par le Prestataire de services de ses obligations en vertu du Contrat, le Client paiera au Prestataire de services les Redevances telles que définies dans l'Annexe 3 (Redevances) sur une base mensuelle, le premier paiement se rapportant au mois civil au cours duquel la Date de fourniture tombe.
- 4.1.2 Tous les prix et redevances sont exprimés en euros et s'entendent hors TVA et autres taxes et droits applicables payables par le client en vertu de la loi applicable, au taux et de la manière prescrits par ladite loi, à condition qu'ils soient correctement indiqués sur une facture fiscale valide. Sauf accord contraire entre les Parties, le Prestataire de services est responsable de tous les autres impôts et taxes qui résultent du contrat.
- 4.1.3 Sauf accord contraire dans le présent Contrat, les tarifs fixés par le Prestataire de services sont "tout compris". Le Prestataire de services peut être autorisé à facturer les frais de voyage et d'hébergement sur la base d'un livre ouvert, mais seulement s'ils ont été préalablement approuvés par le Client par écrit, en tenant compte notamment des politiques de voyage du Client et facturés conformément aux principes énoncés dans l'Annexe 3 (Redevances).

4.2 Facturation

- 4.2.1 Le Prestataire de services enverra une facture relative aux redevances applicables pour le mois civil précédent avant le 15 de chaque mois.
- 4.2.2 Le Prestataire de services garantit que chaque facture ou note de crédit précise (1) le nom du présent Contrat, (2) la période à laquelle la facture se rapporte, (3) les Services ou autres activités auxquels la facture se rapporte, (4) le cas échéant, les calculs utilisés pour atteindre le montant des Redevances qui sont facturées, (5) le code TVA du Prestataire de services, (6) le code TVA du Client, (7) le numéro de commande correspondant, (8) toute autre information raisonnablement requise par le Client et (9) toute autre information requise par la Loi.
- 4.2.3 Le Prestataire de services fournira au Client, sur simple demande, dans les plus brefs délais et, en tout état de cause, dans un délai de sept (7) jours calendaires à compter de cette demande, tous les documents et autres informations sous forme électronique que le client peut raisonnablement exiger en ce qui concerne chaque facture ou chaque pièce jointe, afin de vérifier son exactitude et sa conformité avec les dispositions du présent Contrat.

4.3 Paiement

- 4.3.1 Les factures dûment soumises seront dues et payables par le Client dans les [◆] jours suivant la date de réception par le Client de la facture correspondante.

- 4.3.2 Le paiement d'une facture ne vaut pas acceptation des Services énumérés dans la facture, et ne constitue pas une reconnaissance par le Client de la bonne exécution des obligations du Prestataire de services.
- 4.3.3 Le Client peut retenir le paiement de certaines Redevances (ou éléments des Frais) qu'il conteste, agissant raisonnablement, ou si le Prestataire de services n'a pas exécuté ou ne fournit pas les Services conformément aux termes du Contrat. Si le Client retient un paiement, il en informera le Prestataire de services dans un délai raisonnable en lui indiquant les éléments des Redevances qu'il conteste et la raison pour laquelle il le fait.
- 4.3.4 Si une partie d'une facture est contestée par le Client, le Prestataire de services créditera le montant contesté en totalité au Client et émettra une nouvelle facture pour le montant contesté. La facture correspondant au montant non contesté sera payée par le Client conformément à la clause 4.3.1. Les Parties doivent faire des Efforts commercialement raisonnables pour résoudre le Litige relatif au montant contesté conformément à la procédure de règlement des litiges prévue à la clause **Error! Reference source not found.**
- 4.3.5 Dès la résolution du Litige concernant le montant contesté conformément à la Procédure de règlement des litiges, le Client paiera tout montant déterminé ou convenu comme étant payable au Prestataire de services. En attendant la résolution du Litige, le Prestataire de services continuera à fournir les Services conformément au Contrat.
- 4.3.6 Le Prestataire de services est en droit de facturer au Client des intérêts sur les montants en souffrance non contestés, au taux annuel de [◆] pour cent ([◆]%) à compter de la date de la lettre recommandée de mise en demeure jusqu'au paiement, à condition que le Prestataire de services ait préalablement notifié au Client, au moins [◆] ([◆]) jours calendaires à l'avance et par écrit (ne devant pas être signifié avant l'expiration du délai de paiement prévu par le présent Contrat), son intention de facturer des intérêts et que cette somme reste impayée à la fin de cette période de [◆] ([◆]) jours calendaires.
- 4.3.7 Aussi longtemps que les montants en souffrance sont impayés, le Client fournira au Prestataire de services des états financiers et commerciaux sur une base mensuelle, qui donnent un aperçu de la solvabilité du Client et de sa capacité à payer les montants en souffrance.

5. LOCAUX ET ÉQUIPEMENT

5.1 Accès

- 5.1.1 Le Client doit permettre au Prestataire de services, moyennant un préavis raisonnable et pendant les Heures ouvrables, d'accéder aux parties des Locaux et de l'Équipement du client dont le Prestataire de services a raisonnablement besoin pour les travaux préparatoires et pour fournir les Services conformément au présent Contrat, y compris pour remédier à toute indisponibilité des Services.
- 5.1.2 Le Prestataire de services utilisera les Locaux et l'Équipement du client en fonction de la fourniture des Services, de manière efficace, en faisant preuve de

toute l'attention requise et conformément aux instructions du Client et aux Politiques du client applicables.

- 5.1.3 Le Client communiquera en temps utile au Prestataire de services toute modification des Politiques du Client. Ces modifications ne doivent pas porter préjudice à la fourniture des Services par le Prestataire de services de manière déraisonnable ou à un coût supplémentaire
- 5.1.4 Le Prestataire de services est autorisé, à sa seule discrétion, à remplacer l'Équipement du Prestataire de services ou toute partie de celui-ci ou tout élément compris dans celui-ci par des pièces ou des éléments plus avancés et améliorés, afin d'accroître l'efficacité de l'Équipement du prestataire de services et de réduire les coûts opérationnels encourus par le Prestataire de services.

5.2 Propriété de l'Équipement du prestataire de services

- 5.2.1 Le Client reconnaît que tout l'Équipement du prestataire de services mis à sa disposition par le Prestataire dans les Locaux du Client pour la réalisation des Services, est et restera la propriété exclusive et unique du Prestataire (ou du Tiers identifié par le Prestataire comme propriétaire de l'Équipement du prestataire de services, ou de tout autre Tiers auquel il cédera des droits de propriété pendant la Durée sous réserve d'en informer le Client par écrit) pendant la Durée du Contrat. En aucun cas, l'Équipement du prestataire de services ne devient ou n'est considéré comme faisant partie des Locaux du Client.
- 5.2.2 Le Prestataire de services veillera à ce qu'une plaque signalétique, une étiquette, un tampon ou tout autre moyen permettant d'identifier le Prestataire de services (ou le Tiers identifié par le Prestataire de services comme propriétaire de l'Équipement du prestataire de services) comme propriétaire ou ayant droit de l'Équipement du prestataire de services, soit et reste apposé sur l'Équipement du prestataire de services. Le fait que cet Équipement du prestataire de services n'est pas la propriété du Client est rendu "public" par la plaque signalétique qui y est apposée, afin de garantir que le titre de propriété du Prestataire de services (ou du Tiers identifié par le Prestataire de services comme étant le propriétaire de l'Équipement du prestataire de services) sera reconnu par la loi et donnera au Prestataire de services (ou au Tiers identifié par le Prestataire de services comme étant le propriétaire de l'Équipement du prestataire de services) le plein droit de retrait et de reprise, également dans l'éventualité d'une faillite, d'une insolvabilité, d'une réorganisation, d'un moratoire et d'autres régimes juridiques actuellement ou ultérieurement en vigueur qui concernent ou limitent les droits ou les recours des créanciers et des parties garanties en général.
- 5.2.3 Le Client s'engage à ne pas enlever ou altérer les plaques signalétiques, étiquettes, cachets ou autres moyens d'identification du Prestataire de services (ou du Tiers identifié par le Prestataire de services comme étant le propriétaire de l'Équipement du prestataire de services) en tant que propriétaire ou ayant droit de l'Équipement du prestataire de services..
- 5.2.4 En cas d'atteinte réelle ou imminente aux droits de propriété liés à l'Équipement du prestataire de services, suite à toute réclamation d'un Tiers sur l'Équipement du prestataire (ou des parties de celui-ci), le Client informera immédiatement ce Tiers du statut de propriété de l'Équipement du prestataire de services, ainsi que le Prestataire de services de cette atteinte réelle ou imminente.

6. DURÉE

- 6.1 Le présent Contrat entre en vigueur à la Date d'entrée en vigueur et se poursuit (sauf résiliation conformément aux dispositions du présent Contrat) pendant la Période initiale.
- 6.2 [◆] ([◆]) mois avant l'expiration prévue de la Durée en cours, les Parties s'informeront mutuellement si elles souhaitent entamer des négociations concernant une Période de Prolongation ou (ii) si elles ne souhaitent pas prolonger la Période Initiale (ou toute Période de Prolongation en cours). Dans le cas où l'une des Parties indique sa volonté d'entamer des négociations concernant une Période de Prolongation, les Parties entameront des négociations de bonne foi sur les conditions commerciales d'une Période de Prolongation ultérieure. Dans le cas où les Parties ne parviennent pas à un accord sur les conditions commerciales d'une Prolongation ultérieure, ou dans le cas où aucune des Parties n'a indiqué qu'elle était disposée à entamer des négociations concernant une Prolongation, la Durée ne sera plus prolongée au-delà de sa date d'expiration prévue et le Contrat prendra fin à sa date d'expiration prévue (à l'exception des obligations qui subsistent par nature, notamment en ce qui concerne l'obligation du Prestataire de services de retirer l'Équipement du prestataire de services et l'obligation du Client de payer le coût de ce retrait, y compris le transport).

7. DÉFAILLANCES DU SERVICE ET REMÈDES

- 7.1 Les défaillances du service qui prennent la forme d'une indisponibilité totale ou partielle des services ou d'une incapacité à répondre correctement et en temps voulu à une Coupure non planifiée, relèvent de la responsabilité du Prestataire de services, à moins qu'il ne puisse prouver qu'une violation du présent Contrat ou une négligence du Client est à l'origine de la défaillance ou qu'il existe un cas de Force Majeure.
- 7.2 Les défaillances du Service au sens de la clause 7.1 qui prennent la forme d'une indisponibilité (totale ou partielle) du Service sont, sauf disposition contraire du présent Accord, exclusivement sanctionnées (à l'exclusion de tout autre recours) par l'imposition des Dommages-intérêts liquidés correspondant aux exigences de niveau de service dans la mesure où l'indisponibilité sur la période de disponibilité donnée ne satisfait pas à l'Exigence de niveau de service minimale en matière de Disponibilité prévue à la section 2 de l'Annexe 2.
- 7.3 Les défaillances de service au sens de la clause 7.1 qui prennent la forme d'un manquement à répondre de manière appropriée et opportune à une Coupure non planifiée telle que prévue à la clause 5 de l'Annexe 2, sont, sauf si le présent Contrat en dispose autrement, exclusivement sanctionnées (à l'exclusion de tout autre recours) par l'imposition de Dommages-intérêts liquidés correspondant aux Exigences de niveau de service.
- 7.4 Tout autre type de violation du présent Contrat par l'une ou l'autre des Parties est régi par les principes de responsabilité énoncés à l'article 10.
- 7.5 Les dispositions relatives aux Dommages-intérêts correspondant aux exigences de niveau de service impliquent et exigent que seul le Prestataire de services puisse prendre des mesures correctives concernant l'Équipement du prestataire de services (réparer, remplacer et/ou compléter cet équipement) afin de rétablir la (pleine) disponibilité des Services. Ni le Client ni aucun représentant ou Tiers désigné par lui n'est autorisé à prendre des mesures concernant l'Équipement du prestataire de services pour remédier à la défaillance du Service.

Ceci est sans préjudice du droit du Client de satisfaire ses besoins professionnels pour les Services d'une manière alternative, en cas de Coupure non planifiée où le Prestataire de services n'a pas respecté les temps de réponse indiqués dans la section 5 de l'Annexe 2, à condition que cela n'affecte en aucune manière l'Équipement du prestataire de services ou ne porte pas préjudice à l'exécution ultérieure des Services par le Prestataire de services et à condition que le Client cesse d'utiliser cette alternative pour satisfaire ses besoins professionnels (sauf si cela est expressément autorisé en vertu du présent Contrat) dès que le Prestataire de services a rétabli la (pleine) disponibilité du Service.

8. SUSPENSION

Le Prestataire de services n'a le droit de suspendre l'exécution de ses obligations que dans les cas suivants :

- 1) le défaut ou le refus du Client de payer tout montant dû par le Client à la date d'exigibilité de ce montant en vertu du présent Contrat, pour autant que ce montant n'ait pas été contesté en temps utile par le Client;
- 2) toute défaillance du Client affectant matériellement l'efficacité et/ou la sécurité de l'Équipement;
- 3) si le Client refuse ou empêche l'accès du Prestataire de services à l'Équipement du prestataire de services sans motif raisonnable, contrevenant ainsi au Contrat;
- 4) dans le cas où le Client se trouve dans une Situation d'insolvabilité.

9. RÉSILIATION

9.1 Résiliation pour convenance

Le Client n'a pas le droit de résilier le Contrat en tout ou partie pour convenance pendant la période indiquée dans le Term Sheet. Toutefois, après cette période, le Client pourra résilier le Contrat en tout ou en partie pour convenance en donnant au Prestataire de services un préavis écrit de minimum [◆] ([◆]) mois et, sauf accord écrit contraire, sans qu'aucune indemnité ne soit due par le Client, à l'exception des frais d'enlèvement de l'Équipement du prestataire de services (y compris le transport).

9.2 Résiliation pour cause

9.2.1 Sans préjudice de ses autres droits et recours en vertu du présent Contrat et de la Loi applicable, le Client a le droit de résilier le présent contrat avec effet immédiat par simple notification, sans intervention judiciaire et sans qu'aucune indemnité ne soit due par le Client:

9.2.1.1 si, pendant six (6) mois continus, ou pendant une période d'au moins neuf (9) mois sur une période d'au moins douze (12) mois, les Dommages-intérêts liquidés correspondant aux exigences de niveau de service s'élèvent à plus de [50 %] des Redevances qui seraient autrement dus sans que ces dommages-intérêts liquidés soient applicables;

- 9.2.1.2 si le Prestataire de services commet une violation substantielle du Contrat qui ne prend pas la forme d'une indisponibilité (totale ou partielle) du Service ou d'un manquement à répondre de manière appropriée et opportune à une Coupure non planifiée et qui est si grave qu'elle peut miner la confiance mutuelle du Client dans la bonne exécution ultérieure du Contrat; et sur notification écrite du Client par laquelle il invoque cette clause, le Prestataire de services ne prend pas de mesures mesurables pour remédier à la violation dans un délai de trente (30) jours calendaires; ou
 - 9.2.1.3 dans la mesure où la Loi applicable le permet, si le Prestataire de services est en Situation d'insolvabilité.
- 9.2.2 Nonobstant toute autre disposition du présent Contrat, le Prestataire de services ne peut résilier le Contrat sans intervention judiciaire que:
 - 9.2.2.1 en cas de défaut de paiement ultérieur par le Client de trois (3) factures non contestées dans le délai de paiement convenu, à condition que le Prestataire de services ait informé le Client par une lettre de rappel (qui ne doit pas être envoyée avant la date d'échéance du paiement) des factures non contestées et que les Parties ne soient pas parvenues à un accord concernant le paiement des factures non contestées dans le cadre de la Procédure de règlement des litiges;
 - 9.2.2.2 en cas de changement de contrôle sur le Client - ou de cession du Contrat, ou de tout droit ou obligation en découlant - par le Client à un tiers sans l'accord préalable du Prestataire de services.
 - 9.2.2.3 si le Client commet une violation matérielle du Contrat qui est si grave qu'elle peut miner la confiance mutuelle du Prestataire de services dans la poursuite de la bonne exécution du Contrat; et si, sur notification écrite du Prestataire de services par laquelle il invoque cette clause, le Client ne prend pas de mesures mesurables pour remédier à la violation dans un délai de trente (30) jours calendaires; ou
 - 9.2.2.4 dans la mesure où la Loi applicable le permet, si le Client est en Situation d'insolvabilité.
- 9.2.3 Les conséquences de ces résiliations pour cause sont définies à la section 5 de l'Annexe 3.

9.3 **Résiliation pour Cas de force majeure prolongée**

En cas d'un Cas de force majeure rendant impossible l'exécution des Services par le Prestataire de services et dépassant une période ininterrompue de [[◆] mois], chaque Partie peut notifier par écrit à l'autre Partie la résiliation du Contrat, qui prendra effet dans un délai d'un mois à compter de la date de cette notification. La seule indemnité due est le paiement au Prestataire de services des frais d'enlèvement de l'Équipement du prestataire de services (y compris son transport).

10. RESPONSABILITÉ

- 10.1 À l'exception des pertes pour lesquelles le Client ne peut exclure ou limiter sa responsabilité conformément à la clause 10.4, et sans préjudice des obligations du Client de payer les Redevances à leur échéance, la responsabilité totale du Client par Année contractuelle pour toutes les pertes encourues par le Prestataire de services pour tous les événements survenus au cours de cette Année contractuelle et découlant de ou en relation avec le présent Contrat ne doit pas dépasser [◆] pour cent ([◆]%) des Redevances payés et/ou payables par le Client dans le cadre du présent Contrat.
- 10.2 À l'exception des pertes pour lesquelles le Prestataire de services ne peut exclure ou limiter sa responsabilité conformément à la clause 10.4, la responsabilité globale du Prestataire de services à l'égard de toutes les autres pertes subies par le Client ou une société affiliée du Client, découlant de ou en relation avec le Contrat, ne dépassera pas, au cours d'une Année contractuelle, pour tous les événements survenus au cours de cette Année contractuelle, [◆] pour cent ([◆] %) des Redevances payés et/ou payables par le Client dans le cadre du présent Contrat.
- 10.3 Sous réserve de la clause 10.4, aucune des Parties n'est responsable des atteintes à la réputation, des pertes de clients, des pertes indirectes de revenus, des pertes indirectes de bénéfices et/ou des pertes d'opportunités.
- 10.4 Aucune disposition du présent Contrat ne peut exclure ou limiter:
- 10.4.1 la responsabilité de l'une ou l'autre des Parties en cas de décès ou de préjudice corporel causé par sa négligence (ou celle de ses agents ou de ses Sous-traitants);
 - 10.4.2 la responsabilité de l'une ou l'autre des parties pour fraude, faute délibérée ou faute lourde;
 - 10.4.3 la responsabilité de l'une ou l'autre des Parties qui ne peut, en vertu de la Loi, être limitée ou exclue;
 - 10.4.4 la responsabilité des Parties pour toutes les violations des clauses **Error! Reference source not found.**(3) (*Respect des Lois*), 12 (*Confidentialité*) et **Error! Reference source not found.** (*Données du client*); et
 - 10.4.5 la responsabilité du Prestataire de services pour les indemnités prévues dans le présent Contrat.
- 10.5 Toute perte subie par un Client affilié en relation avec le présent Contrat et pour laquelle le Prestataire de services est responsable en vertu du présent Contrat sera récupérable par le Client comme si la perte avait été subie par le Client lui-même et conformément aux dispositions du présent Contrat. Si le Client récupère des pertes du Prestataire de services pour le compte d'un Affilié du client, ce dernier n'aura plus le droit de récupérer ces pertes directement auprès du Prestataire de services.

11. ASSURANCE

- 11.1 Le Prestataire de services, à ses frais et conformément aux bonnes pratiques de l'industrie, pendant la Durée et au moins deux (2) ans (ou toute autre période plus longue exigée par la Loi applicable) par la suite, sera seul responsable et garantira une couverture d'assurance suffisante (pour un événement unique ou une série d'événements liés au cours d'une seule année civile) compte tenu des risques que le Prestataire de services encourt ou pourrait encourir dans le cadre du Contrat, et à des conditions aussi favorables que celles généralement disponibles pour un entrepreneur prudent en ce qui concerne les risques habituels et raisonnables.
- 11.2 Le Prestataire de services fournira au Client, à sa première demande, une copie du certificat d'assurance en vigueur pour chacune des assurances qu'il a souscrites, ainsi qu'une preuve du paiement des dernières primes relatives à la période assurée.
- 11.3 Les obligations du Prestataire de services sous cette clause 11 (*Assurance*) ne limite ni ne diminue en aucune façon ses obligations d'indemnisation, ou sa responsabilité pour les réclamations couvertes, en vertu des dispositions du présent Contrat.
- 11.4 Le Client doit, à ses frais et conformément aux bonnes pratiques de l'industrie, pendant la Durée et au moins deux (2) ans (ou toute autre période plus longue requise par la Loi applicable) par la suite, être seul responsable et assurer une couverture d'assurance suffisante (pour un événement unique ou une série d'événements liés au cours d'une même année civile) pour les risques liés aux Locaux du client, y compris pour les incendies et les inondations. Le Client informera par écrit son assureur pour cette ou ces polices de la présence de l'Équipement du prestataire de services dans les Locaux du client, et mettra à jour cette information si nécessaire.

12. CONFIDENTIALITÉ

12.1 Devoir de confidentialité

Le Destinataire doit garder confidentielles les Informations Confidentielles de la Partie divulgateur et doit notamment:

- n'utiliser les Informations confidentielles de la Partie divulgateur qu'aux fins de l'exécution de ses obligations en vertu du Contrat;
- assurer la sécurité des Informations confidentielles de la Partie divulgateur et prendre des mesures de sécurité et un degré de soin pour protéger les Informations confidentielles de la Partie divulgateur qui ne soient pas inférieurs à ceux que le Destinataire applique à ses propres Informations confidentielles;
- ne pas divulguer les Informations confidentielles de la Partie divulgateur à toute autre personne, sauf dans les cas expressément prévus par le présent Contrat ou sans avoir obtenu le consentement écrit préalable de la Partie divulgateur; et
- informer immédiatement la Partie divulgateur si elle soupçonne ou a connaissance d'un accès, d'une copie, d'une utilisation ou d'une divulgation non autorisés, sous quelque forme que ce soit, de toute information confidentielle de la Partie divulgateur.

12.2 Exceptions

Les obligations de confidentialité énoncées dans la présente clause **Error! Reference source not found.** ne s'appliquent pas:

- lorsque la partie divulgatrice a donné son consentement écrit spécifique et préalable à la divulgation de ses Informations confidentielles;
- aux Informations confidentielles qui, à la Date d'entrée en vigueur, sont, ou deviennent à tout moment après cette date, du domaine public (autrement que par suite d'une violation de la présente clause **Error! Reference source not found.**);
- lorsque le Destinataire peut démontrer que l'information a été obtenue, sans aucune restriction quant à son utilisation ou sa divulgation, auprès d'un Tiers qui était libre de la divulguer, étant entendu que les Sociétés affiliées du Client ou le personnel, les employés, les administrateurs ou les dirigeants du Client et/ou des Sociétés affiliées du Client ne sont pas considérés comme des Tiers aux fins de la présente clause; ou
- lorsque les informations ont été développées par ou pour le Destinataire indépendamment de toute information reçue dans le cadre de ce Contrat (ou reçue des Affiliés du client ou de leur personnel, employés, directeurs ou officiers) et par des personnes qui n'avaient pas accès à, ou connaissance de, ces Informations Confidentielles ;
- lorsqu'une Partie est tenue de divulguer les Informations confidentielles de l'autre Partie en vertu de la Loi ou d'un tribunal ou d'une autorité réglementaire compétente. Lorsqu'une Partie est ainsi tenue de procéder à une telle divulgation, elle doit, lorsque cela est possible et/ou autorisé, consulter la Partie divulgatrice quant aux conditions, au contenu ou au moment de la divulgation, et s'efforcer de limiter la portée de la divulgation requise.

12.3 Remèdes

Les Parties reconnaissent que les dommages et intérêts peuvent ne pas constituer un remède adéquat à toute violation de la présente clause 12. Chaque Partie a le droit de demander une réparation légale ou équitable, y compris une injonction, en cas de violation (ou de violation raisonnablement anticipée) de toute partie de la présente clause 12.

13. DONNÉES DU CLIENT

- 13.1 Le Prestataire de services reconnaît que les Données du client sont et restent la propriété du Client et/ou des Affiliés du client et que le Client et/ou les Affiliés du client se réservent tous les droits de propriété intellectuelle qui peuvent, à tout moment, subsister dans les Données du client.
- 13.2 A tout moment pendant et après la Durée et à la demande du Client, le Prestataire de services doit rapidement et en tout état de cause dans un délai de trois (3) Jours ouvrables fournir au Client une copie de toutes les Données du client détenues par le Prestataire de services dans un format facilement accessible et modifiable.
- 13.3 Le Prestataire de services ne stockera, copiera ou utilisera les Données du client que dans la mesure nécessaire à l'exécution de ses obligations en vertu du présent Contrat et les gardera strictement confidentielles et ne les divulguera à aucun Tiers, sauf accord contraire écrit. Toutefois, en outre, le Prestataire de services peut utiliser les Données du client obtenues par la fourniture des Services ou nécessaires à la fourniture des Services (y compris celles créées à la suite de toute dérivation des Données du client ou de toute analyse basée sur ou tirée des Données du client), dans le but de contrôler ses propres performances et celles de son équipement en vue de leur amélioration générale.
- 13.4 Dans le cas où, à tout moment et de temps en temps, par la fourniture des Services, le Prestataire de services ou tout Sous-traitant est réputé, en vertu du Livre XI (Propriété

intellectuelle) du Code de droit économique du 28 février 2013 ou autrement, être le premier propriétaire de tout droit de base de données ou d'autres Droits de propriété intellectuelle dans ou en relation avec toute Donnée du client (y compris ceux créés à la suite de toute dérivation des Données du client ou de toute analyse basée sur ou tirée des Données du client), le Prestataire de services cède immédiatement au Client tous les Droits de propriété intellectuelle sur les Données du client, et prend les mesures, et s'assure que tout Sous-contractant cède et prend les mesures, que le Client peut raisonnablement considérer comme nécessaires pour donner effet à cette clause.

- 13.5 Sauf instruction contraire du Client, le Prestataire de services ne doit pas, à moins que cela ne soit spécifiquement et expressément requis pour se conformer à ses obligations en vertu du présent Contrat:
- divulguer, utiliser, modifier, stocker, copier ou adapter les Données du client;
 - divulguer, utiliser, modifier, stocker, copier ou adapter les Données du client en dehors de l'Espace Economique Européen;
 - fusionner ou combiner les Données du client avec d'autres données; ou
 - supprimer tout avis de propriété ou de droit d'auteur contenu dans les Données du client ou s'y rapportant, sauf si cela est nécessaire pour l'exécution par le Prestataire de services de ses obligations en vertu du présent Contrat ou si le Client l'autorise expressément.
- 13.6 Les obligations du Prestataire de services concernant le traitement des Données du Client sont énoncées à l'Annexe 5 (Protection des données).

14. AVIS

- 14.1 Toute notification donnée par l'une ou l'autre Partie en vertu du présent Contrat doit être faite par écrit, remise en main propre, par courrier, par lettre recommandée ou par courriel, et doit être adressée à:

Client	Prestataire de services
A l'attention de:	A l'attention de:
[nom]	[nom]
[société]	[société]
[adresse]	[adresse]
[courriel]	[courriel]

- 14.2 Les avis remis en main propre ou par courrier électronique seront considérés comme donnés le jour de leur réception (sauf s'ils sont reçus après 17h00, auquel cas ils seront donnés le Jour ouvrable suivant). Les avis envoyés par la poste ou par courrier recommandé sont réputés avoir été donnés deux (2) Jours ouvrables après la date d'envoi.
- 14.3 Chacune des Parties peut modifier son adresse et/ou son contact pour les notifications en informant l'autre. La notification doit indiquer expressément que la nouvelle adresse est l'adresse de notification et/ou le nouveau contact est le contact à l'attention duquel toutes les notifications futures doivent être portées, selon le cas.
- 14.4 Nonobstant la clause 14.1 ci-dessus, les Parties conviennent que toute notification de résiliation et/ou lettre de mise en demeure sera envoyée par lettre recommandée à l'adresse indiquée dans la clause 14.1.

15. TRANSFERT

- 15.1 Le Prestataire de services a le droit de céder, d'opérer une novation ou de transférer de toute autre manière à un Tiers ses droits, obligations ou responsabilités en vertu du présent Contrat, à condition d'en informer le Client par écrit avec un préavis d'un mois.
- 15.2 Le Client a le droit de céder, d'opérer une novation ou de transférer de toute autre manière ses droits, obligations et responsabilités en vertu du Contrat à toute entité qui acquiert la totalité ou une partie substantielle du Client ou de l'activité du Client à laquelle se rapporte la fourniture des Services, sous réserve du consentement préalable du Prestataire de services (qui ne doit pas être refusé de manière déraisonnable), mais uniquement dans la mesure où cette entité confirme par écrit qu'elle se conformera pleinement au présent Contrat. A la réception d'une demande du Client, le Prestataire de services doit exécuter rapidement les documents qui peuvent être raisonnablement requis pour effectuer cette demande.
- 15.3 Un changement de statut juridique du Client n'affecte pas la validité du présent Contrat et le présent Contrat est contraignant pour tout organisme successeur du Client.

16. MODIFICATION

Aucune modification du présent Contrat ne sera valable si elle n'est pas faite par écrit et signée par ou au nom de chacune des Parties au présent Contrat.

17. INTÉGRALITÉ DU CONTRAT

Le présent Contrat constitue l'intégralité de l'accord et de l'entente entre les Parties en ce qui concerne son objet et remplace tout accord, garantie, déclaration, représentation, entente ou engagement antérieur (dans chaque cas, qu'il soit écrit ou oral) donné ou fait avant la Date d'entrée en vigueur par ou au nom des Parties et concernant son objet, nonobstant les termes d'un tel accord ou arrangement antérieur exprimé pour survivre à la résiliation.

18. SÉPARABILITÉ

- 18.1 Si une disposition du présent Contrat est ou devient illégale, invalide ou inapplicable, à quelque égard que ce soit:
- 18.1.1 elle n'affecte ni ne compromet la légalité, la validité ou le caractère exécutoire de toute autre disposition du présent Contrat; et
- 18.1.2 les Parties s'efforceront de négocier de bonne foi en vue de la remplacer par une disposition valide et exécutoire qui produit, dans toute la mesure du possible, le même effet que celui qui aurait été produit par la disposition illégale, invalide ou inapplicable, mais qui diffère le moins possible de la disposition remplacée.

- 18.2 Dans le cas où une disposition illégale, invalide ou non exécutoire serait légale, valide ou exécutoire si une partie de celle-ci était supprimée, cette disposition s'appliquera avec les modifications minimales nécessaires pour la rendre légale, valide ou exécutoire.

19. DROIT APPLICABLE

Le Contrat, toute obligation non contractuelle qui en découle ou qui y est liée, et tout Litige qui en découle ou qui y est lié, sont régis et interprétés conformément aux Lois de Belgique, sans application des dispositions de conflit de lois du droit international privé.

20. RÈGLEMENT DE LITIGES

20.1 Escalade

Les Parties tenteront d'abord de résoudre un Litige de manière informelle en soumettant la question en litige à [◆ du Client] et à [◆ du Prestataire de services] dans les cinq (5) Jours ouvrables suivant la survenance du Litige. Si les représentants des Parties ne parviennent pas à résoudre le Litige dans un délai de trois (3) Jours ouvrables à compter de leur saisine, le Prestataire de services, dans un délai d'un (1) Jour ouvrable, soumettra le Litige à [◆]. Si [le comité de gestion des contrats] n'est pas en mesure de résoudre le Litige dans les trois (3) Jours ouvrables suivant sa saisine, alors, dans un délai d'un (1) Jour ouvrable suivant, le Prestataire de services soumettra le Litige à [◆ du Client] et à [◆ du Prestataire de services].

Si [◆ du Client] et à [◆ du Prestataire de services] ne parviennent pas à résoudre le Litige dans les trois (3) Jours ouvrables suivant leur saisine, l'une ou l'autre des Parties peut alors saisir un tribunal comme indiqué dans la clause **Error! Reference source not found.** du Contrat.

Les deux Parties ont le droit de présenter des observations orales et/ou écrites avant la tenue de l'une des réunions à chaque niveau d'escalade mentionné ci-dessus.

- 20.2 Tout Litige entre les Parties découlant de ou en relation avec le présent Contrat, qui ne peut être réglé par voie d'escalade, sera soumis aux tribunaux de [◆].

SIGNÉ pour et au nom du Client

SIGNÉ pour et au nom du Prestataire de services

Signature:

Signature:

Nom complet:

Nom complet:

Fonction:

Fonction:

Date:

Date:

ANNEXE 1: TERM SHEET

Lorsque certains éléments ne sont pas applicables, indiquez "*Sans objet*".

Service	[◆, tel que précisé à l'Annexe 2]
Localisation	[◆]
Période initiale	[◆]
Période pendant laquelle la résiliation pour convenance par le Client n'est pas possible	[◆]
Date de fourniture	[◆]
Objectif déclaré	[◆]
Tolérance d'erreur permise	[◆]
Fourniture contractuelle	[◆]
Taux pour la Fourniture contractuelle	[◆]
Unité de ressources	[◆]
Prix pour une Unité de ressources	<p>[◆]</p> <p>Le Prix pour une Unité de ressources comprendra une composante représentant le facteur électricité (E) et une composante représentant un facteur pour les autres charges (P). Le Prix pour une Unité de ressources à la date de fourniture sera de [insérer]. $Ro = Eo + Po$</p> <p>Où:</p> <p>Eo correspond au facteur électricité à la Date de fourniture</p> <p>Po correspond aux autres charges à la Date de fourniture.</p>
Utilisation minimale de la capacité	[◆]
Travaux préparatoires à effectuer par le Client	[◆]

ANNEXE 2: EXIGENCES DE NIVEAU DE SERVICE

1. Description des Services à fournir par le Prestataire de services

[◆]

2. Disponibilité

[◆]

3. Maintien

[◆]

4. Coupures planifiées

[◆]

5. Coupures non planifiées

[◆]

ANNEXE 3: REDEVANCES

1. Introduction

La présente Annexe 3 (*Redevances*) sert de base à la détermination des Redevances applicables aux Services en vertu du Contrat. La présente Annexe 3 (*Redevances*) décrit les processus et méthodologies de calcul des Redevances applicables.

2. Redevances à payer par le Client

2.1. Composants

Pour chaque période de facturation d'un mois calendaire, les Redevances pour les Services fournis sont calculées sur la base suivante:

- 1) le cas échéant, une redevance pour la mise à disposition de la Fourniture contractuelle (les "**Frais de capacité**"), à compter de la Date de fourniture (dans le premier mois civil qui est facturé, les Frais de capacité seront calculés au prorata à partir de la Date de fourniture);
- 2) une redevance pour la fourniture des Services utilisés (les "**Frais d'utilisation**"); et
- 3) le cas échéant, une redevance pour non-respect de l'Utilisation minimale du capacité (les "**Frais de déficit**").

2.2. Frais de capacité

Les Frais de capacité payable par le Client, le cas échéant, sont basés sur la Fourniture contractuelle convenue par le Client et doivent être calculés de la manière suivante:

$[Fourniture\ contractuelle] \times [Taux\ pour\ la\ Fourniture\ contractuelle]$
--

(La "Fourniture contractuelle" et les "Taux pour la Fourniture contractuelle" sont indiqués dans le Term Sheet à l'Annexe 1)

2.3. Frais d'utilisation

payables par le Client sont basés sur la quantité de consommation mesurée, dérivée des relevés des Outils de mesure, exprimée en Unités de ressources. Les Frais d'utilisation doivent être calculés comme suit:

$[Unités\ de\ ressources\ mesurées] \times [Prix\ pour\ une\ Unité\ de\ ressources]$
--

Où:

- les Unités de ressources mesurées correspondent à la quantité de consommation mesurée (exprimée en Unités de ressources) dérivée des relevés des Outils de mesure pendant la période de facturation applicable; et
- le Prix pour une Unité de ressources est indiqué dans le Term Sheet (Annexe 1).

2.4. Frais de déficit

Dans le cas où le Client utilise moins que l'Utilisation minimale de la capacité au cours d'une période de facturation, le cas échéant, le Prestataire de services est en droit de réclamer et le Client doit payer au Prestataire de services les Frais de déficit, soit un montant égal aux Frais d'utilisation qui auraient été perçus pour le déficit d'utilisation de Services en dessous de l'Utilisation minimale de la capacité.

2.5. Frais de dépassement de capacité

Si, à la fin de chaque année de la Durée du Contrat, la demande et l'utilisation réelles des Services par le Client ont dépassé la Fourniture Contractuelle, une charge relative à la demande excédentaire, (les "**Frais de dépassement de capacité**"), sera payable par le Client au cours de la période de facturation suivante. Les Frais de dépassement de capacité sont calculés comme suit:

$\frac{[la\ demande\ et\ l'utilisation\ réelles\ pour\ l'année\ moins\ la\ Fourniture\ contractuelle\ pour\ l'année]}{[Taux\ pour\ la\ Fourniture\ contractuelle]} \times [2]$
--

3. Coûts de l'électricité à payer par le Prestataire de services

Si le Prestataire de services reçoit l'approvisionnement en électricité pour l'Équipement du prestataire de services et la fourniture de Services directement du fournisseur d'électricité, le Prestataire de services doit payer cet approvisionnement directement au fournisseur d'électricité.

OU

Si le Prestataire de services est approvisionné en électricité par le Client, le Prestataire de services est tenu de verser au Client, sur une base mensuelle, un montant couvrant l'électricité consommée par les Équipements du prestataire de services sur la base d'un montant proportionnel à la facture reçue par le Client pour la fourniture d'électricité aux Locaux du client, déterminé par la consommation indiquée par la lecture de l'Outil de mesure pertinent et le prix unitaire de l'électricité [◆] applicable au Client par le fournisseur d'électricité pour l'électricité à la Date de Fourniture. Le Prestataire de services déduira les montants correspondants de la prochaine facture émise par le Prestataire de services.

Toute modification ultérieure du prix unitaire de l'électricité, entraînant une augmentation des tarifs de fourniture d'électricité, est à la charge exclusive du Client.

4. Dommages-intérêts liquidés à payer par le Prestataire de services

Dans le cas où l'Exigence de niveau de service relative à la Disponibilité n'est pas satisfaite au cours d'un mois civil donné (pour le mois dans lequel tombe la Date de Fourniture, calculé au prorata) (Annexe 2, section 2), le Prestataire de services sera redevable d'une compensation égale à (([◆] EUR) OU ([◆] % de la redevance mensuelle/annuelle pour le Service) par [◆%] en dessous du pourcentage de Disponibilité convenu.

Pour chaque événement dans lequel l'Exigence de niveau de service relative aux délais de réponse aux Coupures non planifiées n'est pas respectée (Annexe 2, section 5), le Prestataire de service sera redevable d'une compensation égale à (([◆] EUR) OU ([◆] % des redevances mensuels/annuels pour le Service) pour chaque nouvelle période de [3 heures] dans laquelle il ne répond pas correctement à la Coupure non planifiée (c'est-à-dire une réponse répondant aux exigences telles que prévues à la section 5 de l'Annexe 2). Lorsque le temps de réponse réel dépasse le temps de réponse maximum indiqué dans les Exigences de niveau de service d'une période de [24 heures], chaque nouvelle période de [3 heures] après ce seuil au cours de laquelle le Prestataire de services ne répond pas correctement à la Coupure non planifiée donnera lieu à une compensation pour le Client de (([◆] EUR) OU ([◆] % des redevances mensuels/annuels pour le Service).

Les deux types de compensation sont appelés "**Dommages-intérêts liquidés correspondant aux exigences de niveau de service**".

La compensation sera déduite de la prochaine facture. S'il n'y a pas de prochaine facture (par exemple, en raison de la résiliation du Contrat), le Prestataire de services émettra une note de crédit et remboursera la compensation.

5. Indemnité de résiliation à payer par le Client ou le Prestataire de services

5.1. Indemnité de résiliation en cas de résiliation pour cause par le Prestataire de services

L'indemnité de résiliation due par le Client est un montant égal à [◆] pour cent ([◆]) de la somme de la moyenne des Frais d'utilisation facturés pour les six mois précédant immédiatement la résiliation, multipliée par le nombre d'années restant à courir dans la Durée du Contrat, à laquelle s'ajoutent les frais d'enlèvement de l'Équipement du prestataire de services (y compris son transport) par le Prestataire de Services et avec un minimum de [◆] EUR.

5.2. Indemnité de résiliation en cas de résiliation pour cause par le Client

L'indemnité de résiliation due par le Prestataire de services est un montant égal à [◆] pour cent ([◆]) de la somme de la moyenne des Frais d'utilisation facturés pour les six mois précédant immédiatement la résiliation, multipliée par le nombre d'années restant à courir dans la Durée du Contrat, à diminuer des frais d'enlèvement de l'Équipement du prestataire de services (y compris son transport) par le Prestataire de services.

6. Ajustement du Prix pour une Unité de ressources et du Taux pour la Fourniture contractuelle

Le Prestataire de services peut apporter des ajustements au Prix pour une Unité de ressources et au Taux pour la Fourniture contractuelle uniquement conformément aux dispositions de la présente annexe et doit informer le Client de tout ajustement du Prix pour une Unité de ressources en vigueur sur la facture précédant immédiatement cet ajustement.

6.1. Prix pour une Unité de ressources

Le prix unitaire de la ressource fera l'objet d'ajustements périodiques en fonction de l'évolution des valeurs des deux composants, comme suit :

(a) L'ajustement du facteur électricité

Si le Prestataire de services paie la fourniture d'électricité pour l'Équipement du Prestataire de services et la fourniture des Services directement au fournisseur d'électricité, pour les Services livrés en Belgique, une indexation trimestrielle du facteur électricité sera appliquée, basée sur le prix à terme de l'électricité tel que publié par l'ICE Index Belgian Power Base Load Futures sur la base de la formule ci-dessous.

$$E = E_0 (0,2 + 0,8 * (I/I_0))$$

La première indexation ne peut avoir lieu qu'en [◆mois] [◆année]

E = nouveau facteur d'électricité

E₀ = facteur électricité à la Date de Fourniture

I = ICE Index Belgian Power Base Load Futures du dernier mois du précédent trimestre

Io = ICE Index Belgian Power Base Load Futures à la Date de Fourniture

(b) L'ajustement des autres charges

Pour les Services fournis en Belgique, au début de chaque année civile, une indexation des autres charges sera appliquée, sur la base des coûts salariaux de référence nationaux publiés par Agoria Belgium, selon la formule ci-dessous.

$$P = P_o (0,2 + 0,8*(X/X_0))$$

La première indexation ne peut avoir lieu qu'en [◆mois] [◆année]

$$P = P_o (0,2 + 0,8*(X_1/X_0))$$

P = nouveau prix des autres charges

P_o = ancien prix des autres charges

X₁ = indice de référence Agoria du mois de décembre avant la révision

X₀ = indice de référence Agoria du mois de décembre [◆année]

Les mêmes principes et la même formule s'appliquent à l'indexation des autres charges pour les Services fournis en dehors de la Belgique, sous réserve des ajustements suivants : l'indexation se fera sur la base de l'indice des prix à la consommation local dans la juridiction où les Services sont fournis.

6.2. Ajustement du Taux pour la fourniture Contractuelle

Pour les Services délivrés en Belgique, au début de chaque année civile, une indexation du Taux pour la fourniture Contractuelle sera appliquée, sur la base des coûts salariaux de référence nationaux publiés par Agoria, selon la formule ci-dessous.

$$C = C_o (0,2 + 0,8 * (X/X_0))$$

La première indexation ne peut avoir lieu qu'en [◆mois] [◆année]

$$C = C_o (0,2 + 0,8*(X/X_0))$$

C = Nouveau Taux pour la fourniture Contractuelle

C_o = Taux pour la fourniture Contractuelle à la date de fourniture

X₁ = indice de référence Agoria du mois de décembre avant la révision

X₀ = indice de référence Agoria Décembre [◆ Année]

Les mêmes principes et la même formule s'appliquent à l'indexation du Taux pour la fourniture Contractuelle pour les services fournis en dehors de la Belgique sous réserve des ajustements suivants : l'indexation aura lieu sur la base de l'indice des prix à la consommation local dans la juridiction où les Services sont fournis.

ANNEXE 4: POLITIQUES DU CLIENT

ANNEXE 5: PROTECTION DES DONNEES